

Services techniques

Arrêté n° 738

OBJET : ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT AVENUE D'OROUET (au droit du n° 49) PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX DE RÉALISATION D'UNE ANTENNE EAUX USÉES

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212.1, L 2212.2, L 2213.1 et L 2213.2 ;

VU le Code de la route, et notamment l'article R 417-10 ;

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment son livre I, 8^{ème} partie ;

VU la demande d'arrêté établie par la société SOCOVA TP en date du 28 juillet 2022 ;

VU l'arrêté départemental n° 2022-2691 du 4 août 2022, portant accord de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux de réalisation d'une antenne eaux usées et d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules avenue d'Orouët, au droit du n° 49, durant deux jours, dans la période comprise entre le lundi 29 août 2022 et le vendredi 2 septembre 2022 inclus.

Le Maire de la Commune de Saint-Jean-de-Monts,

Arrête

Article 1 : Durant deux jours, dans la période comprise entre le lundi 29 août 2022 et le vendredi 2 septembre 2022 inclus, la circulation des véhicules s'effectuera sur chaussée rétrécie et sera alternée par feux tricolores avenue d'Orouët, au droit du n° 49.

Article 2 : Durant les travaux, le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise sous le contrôle de la police municipale et des services techniques municipaux.

Article 4 : Des copies du présent arrêté devront être apposées sur des panneaux placés visiblement aux points de réglementation de la circulation.

Article 5 : L'organisation des mesures prévues est entièrement à la charge de l'entreprise qui demeure responsable des accidents de la circulation qui pourraient survenir du fait des travaux.

Article 6 : « La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes - 6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou publication. »

Article 7 : Messieurs le commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Jean-de-Monts, le chef de l'agence routière départementale de Challans, le responsable des services techniques municipaux et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société SOCOVA TP à COMMEQUIERS (85220).

Saint-Jean-de-Monts, le 4 août 2022

Pour le Maire,
Le Premier adjoint



Miguel CHARRIER